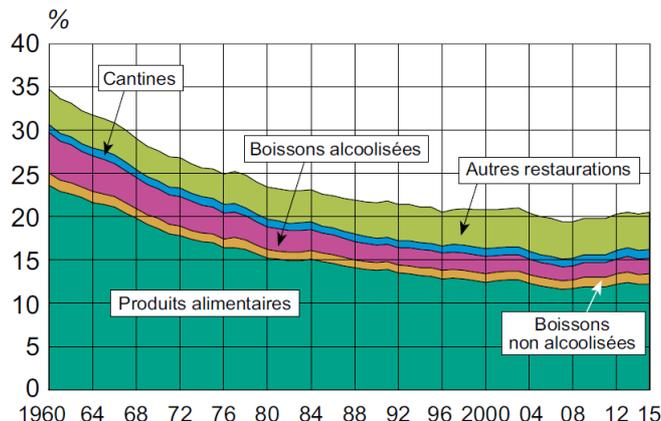


valeur socio-économique de l'alimentation française

synthèse des premiers résultats (recherche en cours)

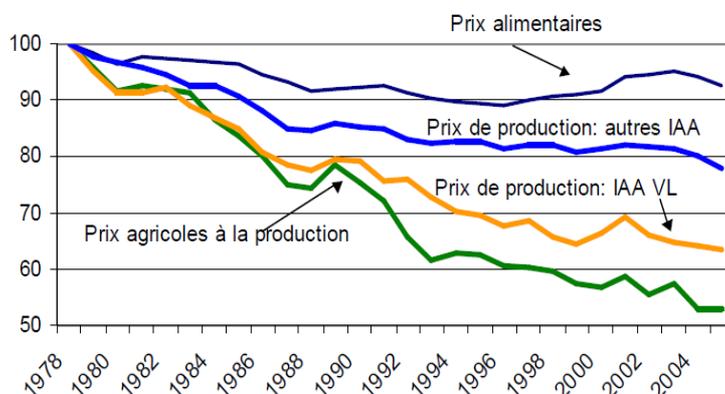
Contexte : Baisse du % du budget des ménages consacré à l'alimentation (même si hausse en valeur)



Part de l'alimentation dans les dépenses de consommation (INSEE-Comptes nationaux, 2016)

Même si les dépenses alimentaires des ménages ont augmenté en valeur depuis les années soixante, elles ne représentent plus que 20% de leur budget total (contre 35% en 1960)¹. Parmi les dépenses alimentaires, la part « hors domicile » (cantines, restauration...) n'a cessé d'augmenter sur la période¹. Cette évolution a été de pair avec l'**essor de la grande distribution** - passée de moins de 10% à plus de 65% des dépenses alimentaires à domicile entre 1960 et 2015² - qui a permis de généraliser la vente à grande échelle et à moindre coût de la production croissante des industries agroalimentaires.³

Diminution des prix alimentaires sur le long terme, démultipliée vers l'amont agricole



La relation entre prix agricoles et prix alimentaires (Butault, 2009 – d'après les données INSEE)

Notes : IAA = Industries Agroalimentaires / IAA VL = Industries de la Viande et du Lait / Indice 100 en 1978

La conjonction de ces facteurs s'est retranscrite dans une **baisse graduelle des prix alimentaires pour les consommateurs, d'environ 10% depuis 40 ans** après correction de l'inflation (cf. ci-dessus).⁴

L'étude macroéconomique des prix alimentaires depuis 1978 montre que cette **baisse a été amplifiée au niveau des industries agroalimentaires** dont les prix de vente ont **diminué de 20% en moyenne**, et jusqu'à 35% pour les industries de la viande et du lait (après correction de l'inflation).⁵

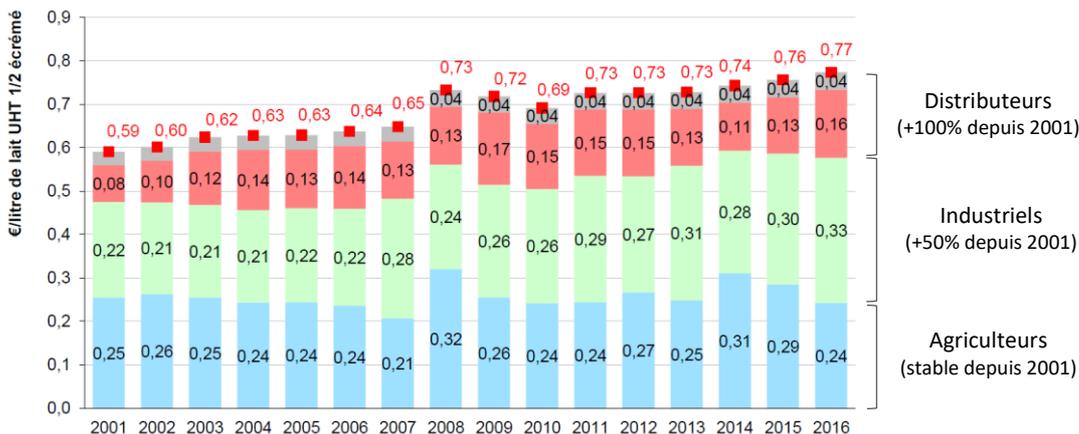
Cette tendance a été démultipliée au niveau des prix agricoles qui ont baissé de presque 50% sur la même période (après correction de l'inflation).⁶

Sur les 10 dernières années, les estimations menées par l'Observatoire de la Formation des Prix et des Marges sur les produits vendus en grande distribution montrent que cette tendance se poursuit pour les produits « phares » de l'alimentation française (voir ci-après).⁷

¹ Exprimé en valeur, les dépenses alimentaires sont passées de 1874 à 3136 euros par personne entre 1990 et 2015 (INSEE). Exprimé en pourcentage du budget total, elles varient en fonction des catégories socio-démographiques, celle des moins favorisés baissant bien plus vite que la moyenne sans se stabiliser (-35% contre -16% en moyenne depuis 1980) ; cette influence est à nouveau étayée par l'étude INCA 3 de l'ANSES publiée en juillet 2017.

Une tendance à l'augmentation des marges brutes sur l'aval des chaînes alimentaires

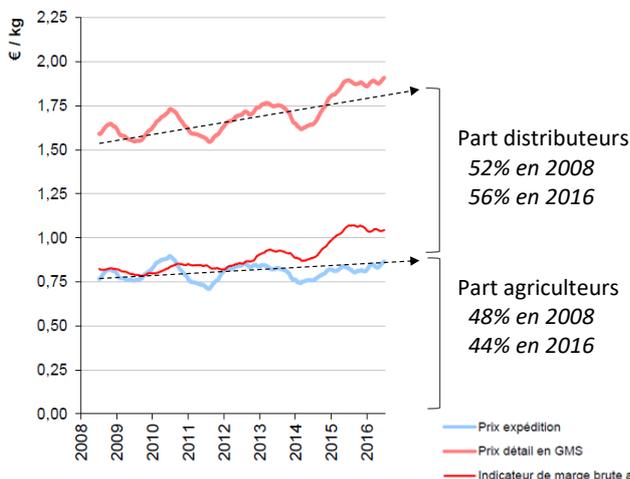
Lait ½ écrémé



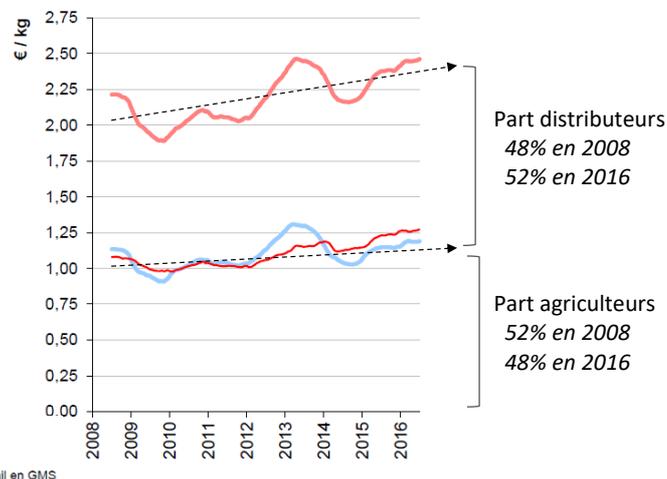
Répartition de la valeur du lait demi-écrémé (Observatoire de la formation des prix et des marges, 2017)

Fruits et légumes

Tendances des prix et de l'indicateur de marge brute en GMS du panier Légumes

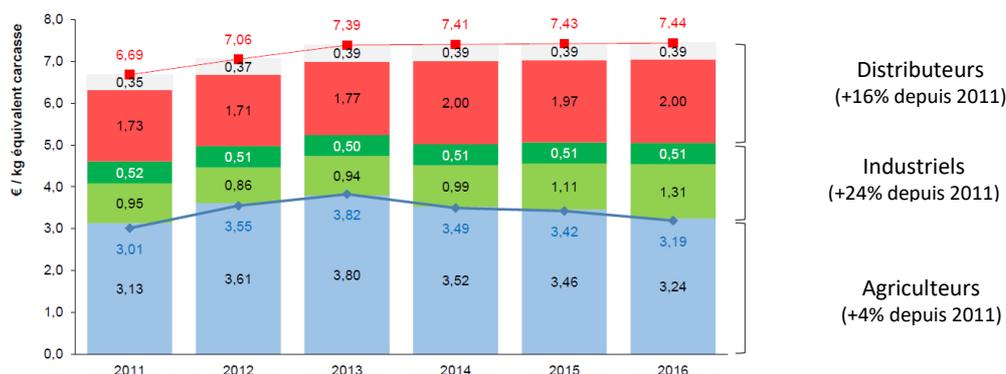


Tendances des prix et de l'indicateur de marge brute en GMS du panier Fruits



Répartition de la valeur des fruits & légumes (Observatoire de la formation des prix et des marges, 2017)

Viande Bovine

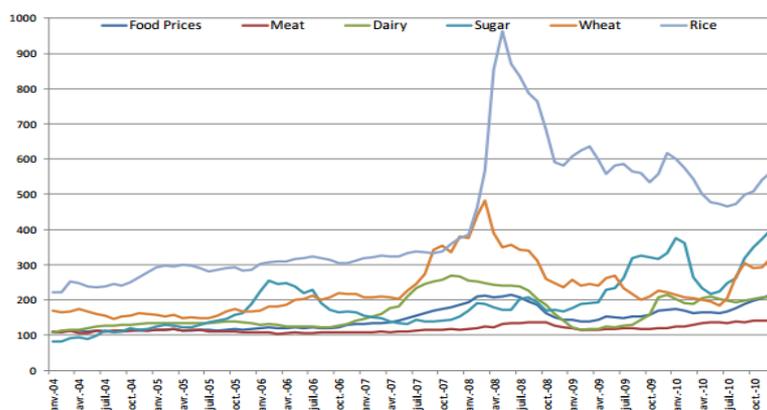


Répartition de la valeur de la viande bovine (Observatoire de la formation des prix et des marges, 2017)

Au-delà des produits détaillés ci-dessus, les analyses de l'Observatoire montrent une **tendance assez générale à l'augmentation des marges brutes des supermarchés et industriels** sur une majorité de produits depuis 10 ans (sauf dans certains cas comme le pain ou les yaourts).⁸

Leur étude met également en lumière le **modèle économique spécifique de la grande distribution qui repose sur l'effet d'échelle et le décalage de trésorerie** (les consommateurs payant comptant alors que les fournisseurs sont réglés plusieurs mois plus tard) pour générer des bénéfices.⁹

Couplé à des marges brutes importantes (de 20% à plus de 40% selon les produits), **ce modèle permet à la grande distribution de « lisser » les prix pour les consommateurs**. Ces derniers achètent leur alimentation à des prix assez stables dans le tempsⁱⁱ, **en déconnexion avec les prix agricoles** dont la volatilité a fortement augmenté depuis 10 ans, principalement à cause de la mondialisation des filières et du démantèlement progressif des outils de régulation publique des marchés (cf. ci-dessous).¹⁰



Indice d'évolution des prix agricoles à l'échelle mondiale (FAO, 2011)

Asymétrie entre la résilience des grands distributeurs et la vulnérabilité des producteurs

En conséquence, la situation aux deux extrémités des chaînes alimentaires est contrastée :

- D'un côté, **les distributeurs semblent en capacité d'absorber les hausses** temporaires des prix agricoles et industriels en compensant par d'autres produits de leur large gamme, et en lissant les « prix conso » (répercutant souvent les hausses et rarement les baisses de cours agricoles)¹¹
- De l'autre, **les agriculteurs captent à peine plus de 6% de la valeur totale de l'alimentation** - après déduction de leurs coûts de production (consommations intermédiaires) - **et ont peu de marges pour faire face à l'instabilité croissante des cours agricoles qui met en risque leur activité**¹². Dans ce contexte, leur rémunération est de plus en plus dépendante des **subventions publiques (sans elles, 61% des exploitations auraient été en déficit en 2014)**.¹³

Les déterminants de la valeur et de sa répartition (recherche en cours)

Partant de ce constat, les études rassemblées à date font apparaître des variations en fonction de déterminants clés (en complément des initiatives de durabilité - bio... - qui seront étudiés en phase 3) :

DETERMINANTS	INFLUENCE SUR LA VALEUR ET SA REPARTITION
Territoires de consommation	- Le prix moyen du panier de référence de l'UFC Que Choisir en grande distribution varie de 273 € en Bretagne (Lanester) à 388 € en Ile de France (Sceaux) ¹⁴
Territoires & modes de production	- Variation des coûts de production suivant les conditions pédoclimatiques et les systèmes de production (ex. pour le lait de vache, de 0,34 €/L en système spécialisé-intensif en Bretagne à 0,49 €/L en élevage de montagne en Rhône-Alpes) ¹⁵
Circuits de distribution	Part des matières premières (notamment agricoles) et approvisionnements (hors services) dans le prix payé par les consommateurs en 2015 : <ul style="list-style-type: none"> - 39% dans la grande distribution¹⁶ - 34 % dans la restauration collective concédée¹⁷ - 29% dans la restauration commerciale - traditionnelle et libre-service¹⁸ Note : ces proportions (en %) sont à mettre en vis-à-vis de la différence de prix pour un même plat entre les 3 circuits de distribution (recherche en cours).
Labels	Les produits présentant un signe de qualité (charte, label officiel...) sont vendus à des prix supérieurs à la moyenne qui dépendent du type de label et de produit (ex. des fromages AOP vendus en moyenne 66% plus cher que ceux sans label). <i>Pour consolider ce déterminant, nous recherchons des données statistiques sur les différentiels de prix et de répartition de la valeur.</i>

ⁱⁱ Hormis pour les fruits et légumes, du fait de la saisonnalité et de leur durée de péremption

Concentration des acteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Grande distribution = niveau de concentration le plus fort (6 grandes enseignes = 90% de parts de marché cumulées du secteur, sans compter les accords entre centrales d'achat), corrélé à la part de la valeur qui a le plus augmenté depuis 40 ans ¹⁹ - Industrie Agroalimentaire = niveau de concentration important mais moindre que précédemment (ex : 4% des entreprises du secteur laitier font 60% du chiffre d'affaires total), corrélés à une part croissante (mais plus faible) de la valeur ²⁰ - Agriculture = secteur le plus fragmenté par rapport aux autres (même s'il ne cesse de se concentrer) et dont la part de valeur a le plus diminué depuis les années 1970 ²¹
Régulation / réglementation	<p>Selon les études de l'INSEE, la loi Galland (interdiction vente à perte) a entraîné une baisse de la concurrence entre supermarchés sur les prix des marques nationales. Depuis sa réforme par les lois Dutreil, Chatel puis LME, la concurrence par les prix a été relancée. Par ailleurs, ces études montrent que les prix de détail sont plus élevés sur les territoires dont les grandes surfaces sont contrôlées par un petit nombre d'acteurs (dans un rayon de 10 km). ²²</p>

Décryptage des chiffres les plus couramment utilisés

Chiffres d'affaires de l'alimentation

La valeur totale de la consommation alimentaire en France (tous circuits confondus) peut être estimée à **environ 232 milliards d'euros** d'après l'INSEE²³. Elle correspond à la somme des valeurs ajoutées depuis la production agricole jusqu'à la consommation finale des produits alimentaires

Attention : Si l'on additionne les chiffres d'affaires des acteurs de la filière au lieu des valeurs ajoutées, on compte plusieurs fois la production agricole, la production agroalimentaire... et on obtient un chiffre surestimé qui peut atteindre plus de 600 milliards d'euros.

Revenus agricoles

Deux indicateurs permettent d'apprécier chaque année les revenus agricoles :

- à l'échelle de la France, les comptes nationaux de l'INSEE permettent d'évaluer le **résultat net de la branche agricole** (qui inclut également les coopératives de matériel agricole, les lycées agricoles...). Il était de **14,7 milliards d'euros en 2015**.²⁴
- à l'échelle des exploitations, la base de données du RICA permet d'estimer le « **résultat courant avant impôts** » des fermes de moyenne et grande taille. En 2015, sa **valeur médiane était de 19400 €** (sur lequel les agriculteurs se versent une rémunération)²⁵ ;

Pour comprendre leur évolution, il faut également analyser ces revenus par exploitant, par taille et par orientation technique des exploitations (bovin-lait, bovin-viande...).

Prix agricoles

L'analyse de l'évolution des prix agricoles dépend beaucoup de l'unité et du pas de temps choisis :

- Si on regarde les prix agricoles en valeur nominale **sur la période 2005-2016**, on constate qu'ils **ont augmenté plus vite que l'inflation** : +40% contre +12% ²⁶
- Si on regarde ces mêmes prix, toujours en valeur nominale mais **sur la période 1990-2016**, on observe qu'ils ont **augmenté 3 fois moins vite que l'inflation** : +14% contre +45% ²⁷
- Si on étudie ces prix après correction de l'inflation **entre 1970 et 2016**, on constate qu'ils ont **baissé de 50%**. ²⁸

Poids des entreprises par taille (TPE, PME, ETI...)

Pour mieux comprendre le poids respectif des petites, moyennes et grandes entreprises dans un secteur, il est important de **regarder le nombre d'acteurs, mais aussi les emplois et le chiffre d'affaires** générés par chaque catégorie d'entreprises (TPE, PME...)

Exemple : dans le secteur agroalimentaire, les entreprises de plus de 250 salariés représentent moins de 2% des acteurs (en nombre) et plus de 50% des emplois salariés et du chiffre d'affaires global.

Concentration économique

L'estimation d'indices de concentration des entreprises dépend beaucoup du périmètre choisi :

- Par exemple, si on regarde **l'ensemble des achats de produits alimentaires** et boissons non alcoolisées pour la consommation à domicile, la Commission Européenne estime que **les 5 plus grandes enseignes françaises représentent 60% de parts de marché cumulées** ²⁹ ;

- Si on analyse ces mêmes **achats dans les grandes surfaces alimentaires** uniquement (supermarchés, hypermarchés...), en excluant les commerces indépendants, **l’Autorité de la Concurrence évalue la part de marché des 5 plus grandes enseignes françaises à 78%**.³⁰

Externalités et coûts cachés

Pour avoir une vision complète des effets socio-économiques de l’alimentation en France, il est important d’analyser non seulement les prix, les coûts et les revenus qui y sont directement liés, mais aussi les dépenses et les gains générés sur des tiers ou la collectivité dans son ensemble du fait des impacts sociaux, sanitaires et environnementaux des modes de production et de consommation.

Exemples d’estimations :

- Le CGDD a estimé en 2011 que les **coûts générés par la pollution de l’eau en raison des activités agricoles étaient de l’ordre de 1 à 1,5 milliards d’euros par an**³¹ ;
- Le Trésor Public a estimé le **coût social de l’obésité à environ 20 milliards d’euros** en 2016³².

Attention : les estimations dépendent beaucoup de la méthode de calcul, du périmètre et du référentiel utilisés (ex : simple comptabilisation des dépenses publiques liées aux impacts socio-environnementaux ou estimation de la valeur théorique de la vie humaine ou des écosystèmes)

¹ Ministère de l’agriculture et de l’alimentation, GraphAgri France édition 2016 : panorama de l’agriculture, des industries agroalimentaires, de la forêt et de l’alimentation, décembre 2016

² INRA, Les comportements alimentaires : Quels en sont les déterminants ? Quelles actions, pour quels effets ?, Expertise scientifique collective réalisée à la demande du ministère de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Pêche, juin 2010

³ J. C. Dumas, Consommation de masse et grande distribution : Une révolution permanente (1957-2005), in Revue d’histoire du Vingtième Siècle 2006/3 (n° 91), Presses de Sciences Po, juillet 2006

⁴ J. P. Butault, INRA-SAE2 AgroParisTech Laboratoire d’Economie Publique, La relation entre prix agricoles et prix alimentaires : une approche macro-économique en France entre 1978 et 2005, décembre 2008

⁵ Ibid.

⁶ Ibid.

⁷ Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des produits alimentaires, Rapport au Parlement, avril 2017

⁸ Ibid.

⁹ Ibid. et Xerfi, Les grandes surfaces alimentaires, novembre 2016

¹⁰ Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des produits alimentaires, Rapport au Parlement, avril 2017

¹¹ Inspection Générale des Finances (IGF) - Conseil Général de l’Alimentation, de l’Agriculture et des Espaces Ruraux (CGAAER), Les relations commerciales dans les filières agroalimentaires, avril 2013

¹² Ibid.

¹³ Ministère de l’agriculture et de l’alimentation, GraphAgri France édition 2016 : panorama de l’agriculture, des industries agroalimentaires, de la forêt et de l’alimentation, décembre 2016

¹⁴ UFC Que Choisir, 2014

¹⁵ European Milk Board, Combien coûte la production de lait ? : Les coûts de la production laitière en France de 2002 à 2013, résultats de l’expertise scientifique « Calcul des coûts de la production laitière se basant sur la banque de données du réseau d’information comptable agricole de l’UE (RICA) », février 2014

¹⁶ D’après Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des produits alimentaires, Rapport au Parlement, avril 2017

¹⁷ Xerfi, La restauration collective, novembre 2016

¹⁸ Xerfi, La restauration traditionnelle et les cafétérias, février 2017

¹⁹ Conseil Economique, Social et Environnemental (CSE), Les circuits de distribution des produits alimentaires, Rapport et Avis présentés au nom de la section de l’agriculture, de la pêche et de l’alimentation, mai 2016

²⁰ Ibid.

²¹ Ibid.

²² INSEE, Réglementer ou libéraliser : les Relations commerciales en France des années 1990 aux années 2000, janvier 2014

²³ Ministère de l’agriculture et de l’alimentation, GraphAgri France édition 2016 : panorama de l’agriculture, des industries agroalimentaires, de la forêt et de l’alimentation, décembre 2016

²⁴ APCA, Comptes prévisionnels de l’agriculture en 2015, décembre 2015

²⁵ INSEE, Rapports présentés à la Commission des comptes de l’agriculture de la Nation Session du 13 décembre 2016

²⁶ Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des produits alimentaires, Rapport au Parlement, avril 2017

²⁷ Ministère de l’agriculture et de l’alimentation, GraphAgri France édition 2016 : panorama de l’agriculture, des industries agroalimentaires, de la forêt et de l’alimentation, décembre 2016

²⁸ Ibid.

²⁹ Commission Européenne, The economic impact of modern retail on choice and innovation in the EU food sector, septembre 2014

³⁰ Autorité Nationale de la Concurrence, Avis n° 15-A-06 du 31 mars 2015 relatif au rapprochement des centrales d’achat et de référencement dans le secteur de la grande distribution

³¹ ITAB, Quantifier et chiffrer économiquement les externalités de l’agriculture biologique ?, novembre 2016

³² Ibid.